

Comment penser le développement ?

Jean-Marie Harribey

Préface

à Cyril Di Méo,

La face cachée de la décroissance, La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?,
Paris, L'Harmattan, 2006

Le livre de Cyril Di Méo vient à point, au moment où, partout, deviennent visibles et tangibles les signes d'un dérèglement planétaire inédit à cause de son origine anthropique. La crise écologique oblige à reconsidérer les conceptions dominantes du progrès faisant de celui-ci une résultante de la croissance économique permettant une extension continue de la consommation. Ce livre vient à point également parce que la crise écologique est à relier à l'impasse de l'accumulation capitaliste qui, au nom de la logique du profit maximum, produit abondance et gaspillage d'un côté et misère, chômage et précarité de l'autre. Crise sociale et crise écologique sont donc les deux faces d'un système qui ne peut fonctionner qu'en pratiquant une fuite en avant perpétuelle dans un productivisme dévastateur et menaçant les conditions mêmes de la vie future. Ces deux aspects sont liés parce qu'ils sont le produit de ce que Marx avait nommé il y a un siècle et demi le « règne de la marchandise ». En ne considérant comme légitimes que les productions marchandes répondant à des besoins solvables et en cherchant à élargir sans cesse sa sphère d'investissement par la marchandisation des services publics, de la protection sociale, de la culture, des connaissances et de tout le « vivant », le capitalisme engendre un développement « insoutenable ». Insoutenabilité d'autant plus dangereuse que, pour l'instant, aucune expérience alternative globale n'a été concluante : en effet, les formes d'accumulation conduites par les États s'étant prétendus socialistes au XX^e siècle ont donné lieu à des dégradations écologiques au moins comparables à celles engendrées par le capitalisme.

Pour mener à bien son entreprise, le capitalisme suscite et diffuse un modèle culturel qui, une fois intériorisé, contribue à reproduire des comportements excluant toute idée d'« économie » au sens premier du terme, et, au contraire, favorisant gaspillage et ostentation. L'imaginaire bâti autour de l'idée qu'avoir davantage signifiera toujours mieux-être est un rêve illusoire pour les populations les plus riches bien qu'elles soient quasiment gavées de tout, mais il tourne au cauchemar pour les populations les plus pauvres pour lesquelles l'essentiel (l'éducation, la santé, l'eau potable, le logement, ...) reste inaccessible. L'une des grandes forces du capitalisme est d'avoir su canaliser vers le désir d'accumulation toutes les angoisses existentielles des êtres se sachant voués à la mort. Le mirage de l'enrichissement sans fin, c'est l'éternité promise aux boursicoteurs petits et grands par le truchement de leurs avoirs capitalisés, ou bien c'est l'affirmation d'une puissance se mesurant par le nombre de chevaux-vapeur sous le capot d'une voiture promue au rang de symbole phallique bien plus qu'à celui de moyen de locomotion. Bref, c'est l'identité par la marchandise plus que par la reconnaissance sociale. Ou, plutôt, c'est la reconnaissance sociale médiatisée par l'accès à la marchandise fétiche.

Face à la crise systémique que le monde traverse, plusieurs voies sont explorées. La première, largement engagée, est celle du capitalisme dit « néo-libéral ». Pour sortir de la crise de rentabilité de la fin des années 1960 et du début des années 1970, le capitalisme a pris un tournant radical dans le dernier quart du XX^e siècle : libéralisation du mouvement des capitaux et des marchandises, dérèglementations, privatisations, concentrations,

restructurations, précarisation du salariat, chômage, ajustement structurel, etc. Par la déconnexion des salaires par rapport à la productivité et la limitation des droits sociaux, l'exploitation de la force de travail via la « plus-value absolue » reprend vigueur. Cette voie est celle de l'insoutenabilité sociale et ne conçoit l'écologie que comme un « marché nouveau » pour de futures bonnes affaires.

La deuxième voie est celle inaugurée par l'ONU après la publication du Rapport Brundtland en 1987 qui a servi de base à la Conférence de Rio de Janeiro en 1992, et dans lequel on trouve la définition devenue officielle du développement soutenable ou durable : celui qui « répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Cette définition a fait le tour du monde et est désormais la référence incontournable de tous les gouvernements et même des dirigeants des grandes firmes. Censé réconcilier progrès social pour tous et respect des écosystèmes, le développement soutenable souffre, dans sa traduction dominante, d'une faille énorme : il est admis que la croissance économique restera une condition toujours nécessaire de l'amélioration du bien-être et sera compatible avec la préoccupation écologique. Autrement dit, il est postulé, et c'est théorisé par les tenants de la conception dite « faible » de la soutenabilité, que le progrès technique sera toujours capable de résoudre les questions d'épuisement des ressources, pour peu que l'économie sache internaliser les effets externes. Cette voie risque bien d'être une impasse si la rationalité instrumentale de la rentabilité l'emporte sur la raison qui place les impératifs éthiques et politiques au-dessus des exigences financières.

La troisième voie s'inscrit non seulement contre la première mais aussi contre la seconde. C'est celle de la « décroissance », du « refus du développement » ou du « post-développement » à laquelle Cyril Di Méo consacre son livre. Selon les partisans de la décroissance, on ne peut distinguer croissance de la production et développement et les deux concepts sont à rejeter, l'idéologie du développement et des droits de l'homme n'ayant servi qu'à asseoir la domination de l'Occident sur le monde entier. Cette domination est économique et politique mais elle surtout culturelle. Il convient donc de se défaire de l'imaginaire bâti autour du développement qui ne peut être autre que ce qu'il a été jusqu'ici : ni humain, ni durable, ni social, ni équilibré, etc.

Cyril Di Méo a conçu le projet de regarder de près les soubassements théoriques de ce courant et d'en dégager les implications politiques. Plongeant dans les écrits des théoriciens anciens ou actuels et dans les organes de diffusion de ce courant, Cyril Di Méo nous propose une analyse aussi décapante que précise. Il expose trois types de critiques. Les premières portent sur l'« anti-économisme » des partisans de la décroissance qui confondent économie et capitalisme et concluent, d'une part, à l'assimilation de tout développement à la croissance et, d'autre part, à la nécessaire « sortie » de l'économie en même temps que du développement. Les ambiguïtés du « développement durable » sont le prétexte au rejet de tout développement. Comme l'économie est un impensé, la critique du capitalisme ne peut se faire qu'au nom du passé, la modernité ayant éloigné l'homme d'un ordre naturel qu'il s'agirait de restaurer. Certes, tous les partisans de la décroissance ne sont pas unis sur ce point, mais beaucoup adoptent une vision consistant à naturaliser les conditions sociales, la position extrême étant celle de l'éco-féminisme qui associe la fertilité féminine à la fertilité biologique, et qui voit les femmes comme les plus capables de respecter la nature malmenée par le système patriarcal.

Le deuxième type de critiques s'en déduit : la biologisation de la société est une dimension de l'« écologie profonde » qui sacralise la Terre. Dès lors, on a affaire à une pensée de type religieux qui prône une conversion spirituelle face à la décomposition de l'ordre naturel par la modernité. Cyril Di Méo y voit une « rhétorique réactionnaire » selon l'expression d'Albert Hirschman ou une « pensée louche » comme disait Pierre Bourdieu. Il

en conclut que le refus de la finitude de l'Homme dans un univers qui apparaît comme infini conduit à se réfugier dans des arrière-mondes religieux.

Le retour du religieux va de pair avec la délégitimation du politique. Et c'est le troisième type de critiques que Cyril Di Méo adresse aux philosophes de la décroissance. L'espace politique comme lieu de médiation et de transformation est répudié au nom d'une radicalité libertaire ou religieuse comme chez Bernard Charbonneau et Jacques Ellul. L'espace individuel est conçu comme le seul espace possible de transformation sociale. Alors que la modernité avait laïcisé la société, confinant la religion à la sphère privée, le religieux est réintroduit dans l'ordre politique pour détruire celui-ci comme lieu de construction de la cohabitation entre les humains. L'histoire se retourne : il faut « réenchanter » le monde. Comme l'angoisse de la mort imprègne la société, en abandonnant la Raison, la pensée ne peut qu'échouer dans la mystique religieuse.

L'essai de Cyril Di Méo est salutaire car la critique nécessaire de la raison instrumentalisée tombe trop souvent dans un relativisme qui met sur le même plan la science et la croyance. S'il existe des croyances au sein de la science (notamment en économie), Edgar Morin a montré que la science possède des garde-fous (raison et vérification) qui lui évitent de se perdre dans la crédulité.

A l'heure de la crise écologique qui nous oblige à repenser le développement et la notion même de progrès, peut-on jeter par dessus bord toute la philosophie des Lumières et se départir d'une démarche scientifique matérialiste, c'est-à-dire qui exclut toute considération métaphysique de la pratique scientifique ? A cette question d'ordre épistémologique, le livre de Cyril Di Méo invite à répondre non.

L'auteur ouvre donc un débat fondamental. Mais il ne le clôt pas. Et c'est tant mieux. Car le choix que l'on peut deviner en creux derrière sa critique de la décroissance est celui du développement durable. Or cette option, pour être crédible et réaliste, a besoin de se distinguer nettement de celle qui, sous le même vocable, est adoptée par les gouvernements et les institutions internationales qui accompagnent, sans égard ni pour les écosystèmes, ni pour le bien-être des populations, les politiques néo-libérales dans le monde entier. Cyril Di Méo récuse à juste titre la critique au nom du passé du capitalisme que mènent les partisans de la décroissance. Mais la critique tournée vers l'avenir du capitalisme est à poursuivre et à mener à son terme. A cet égard, les voies d'une socialisation et d'une démocratisation de l'activité économique restent à explorer. Socialisation parce que la part des activités non marchandes doit progressivement s'étendre au détriment de la sphère de la marchandise : la réduction des inégalités, au Nord comme au Sud de la planète, pourra se faire essentiellement par le biais de l'augmentation et de l'amélioration des services publics, de la protection sociale, de l'éducation, et par celui d'une répartition entre tous du travail à accomplir pour que chacun ait à moins travailler. Le refus justifié de la posture décroissanciste n'enlèvera pas la nécessité de déconnecter progressivement le développement de la croissance, dès lors que les besoins essentiels sont satisfaits, parce que le mieux-être ne peut s'identifier au plus-avoir. Socialisation aussi parce que la question de la propriété collective redevient un enjeu primordial : non seulement la propriété des moyens matériels de production, mais aussi, et peut-être surtout pour le siècle qui commence, celle des connaissances et du « vivant », biens communs de l'humanité. Démocratisation enfin parce que la propriété juridique ne suffit pas : la participation aux décisions et leur contrôle par les travailleurs-citoyens définiront le sens réel de la socialisation. Le développement nous renvoie à la réinvention d'un socialisme qui soit cette fois écologique et démocratique.

